

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 22 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 24/247**

**ADHESION A L'ASSOCIATION  
NATIONALE DES ELUS DES  
LITTORAUX (ANEL) - ANNEE  
2024**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/247**

**BUREAU DU 22 AVRIL 2024**

**O B J E T : ADHESION A L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS  
DES LITTORAUX (ANEL) - ANNEE 2024**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** les compétences de la Métropole en lien avec la thématique littorale,

**VU** les statuts de l'Association Nationale des Elus des Littoraux ci-annexés,

**CONSIDERANT** que l'ANEL, créée en 1978, rassemble les Elus des collectivités du Littoral autour des enjeux essentiels du développement durable des littoraux,

**CONSIDERANT** qu'elle a pour objet de représenter les Elus Littoraux et d'être l'interlocuteur qualifié auprès des pouvoirs publics pour les questions relatives à la mer et au Littoral,

**CONSIDERANT** qu'elle étudie les problématiques particulières qui se posent aux collectivités et organisations professionnelles des zones côtières et a vocation à être un lieu d'échange d'expériences entre Elus, avec les partenaires publics et privés,

**CONSIDERANT** que l'ANEL (ou ses représentants) participe aux travaux de nombreux organismes officiels :

- Le Conseil National de la Mer et des Littoraux,
- Le Conseil National du Tourisme,
- Le Comité National de l'Eau et le Cercle Français de l'Eau,
- Le Conservatoire du Littoral,
- Le Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance et des Sports nautiques,

**CONSIDERANT** qu'elle travaille également avec d'autres associations d'Elus des collectivités territoriales, dont :

- L'Association Nationale des Elus des Territoires Touristiques,
- L'Association Nationale des Elus de la Montagne,
- L'Association des Maires de France,
- L'Association des Régions de France,
- L'Association des Départements de France,
- Rivages de France,

**CONSIDERANT** que l'ANEL participe au Comité pour le Développement des Capacités d'Accueil de la Plaisance (CODCAP) avec la Fédération Française des Ports de Plaisance (FFPP), la Fédération de l'Industrie Nautique (FIN), le Conseil Supérieur de la Navigation de Plaisance et des Sports Nautiques (CSNPSN), le Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer (Direction des Affaires Maritimes), Atout France et Voies Navigables de France (VNF),

**CONSIDERANT** que dans le cadre des compétences, acquises lors du passage en Métropole, et portée par elle depuis la création de la communauté d'agglomération, en lien avec les enjeux littoraux, le tourisme, la gestion des terrains du Conservatoire du Littoral, la gestion des concessions de plages, l'érosion du trait de côte, la gestion des ports, l'adhésion à l'ANEL permettrait à la Métropole :

- D'être représentée auprès des pouvoirs publics,
- De bénéficier du suivi de l'actualité législative et réglementaire,
- De suivre des formations et les Journées Nationales d'Etudes,
- D'accéder aux communications et productions de guides (certification démarche qualité des eaux de baignade, guide sur la réouverture des plages),
- De bénéficier de la veille sur les problématiques signalées par les Elus du littoral,

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'ADHERER** à l'Association Nationale des Elus des Littoraux.

### **ARTICLE 2**

**DE VERSER** à l'Association Nationale des Elus des Littoraux pour la période annuelle la somme de huit milles euros (8000 €), montant fixé pour les Métropoles.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision et notamment le bulletin d'adhésion.

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, opération 21, article 6281.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12

CONTRE 0

ABSTENTION 0

Elu ne prenant pas part au vote :

**Monsieur Gilles VINCENT.**

# BULLETIN D'ADHÉSION

2024

ANEL

Prénom :  Nom :  Fonction :

Téléphone :  Courriel :  Nom de l'organisme adhérent :

Adresse complète :

Statut concerné : ☐ Commune ☐ Intercommunalité ☐ Département / Région  
☐ Syndicat ☐ Parlementaire

Nombre d'habitants :  Cotisation :   
(pour les communes, intercommunalités, départements et régions) (en euros)

Fait à :  Le :  Signature :

## Barème des cotisations :

Communes, Communautés de communes, Syndicats	< 1 000 habitants	150 €
	1 000 à 30 000 habitants	0,20 € par habitant
	> 30 000 habitants	6 000 €
Communautés d'agglomération/urbaines		7 100 €
Métropoles		8 000 €
Départements		7 € par 1 000 habitants
Régions		2,80 € par 1 000 habitants
Parlementaires français et européens		100 €

**Document à retourner à l'adresse courriel ou postale mentionnée ci-après**

Règlement à effectuer par chèque bancaire ou par mandat administratif

R.I.B. : B.N.P Paris Basquet - 30004 - 00375 - 000 01672557 97

IBAN : FR76 3000 4003 7500 0016 7255 797 BIC BNPAFRPPXXX

22 Boulevard de la Tour-Maubourg - 75007 PARIS  
01 44 11 11 70 - [anel-secretariat@anel.asso.fr](mailto:anel-secretariat@anel.asso.fr) - [www.anel.asso.fr](http://www.anel.asso.fr)



## **STATUTS**

Association nationale des élus des littoraux

Version du 4 mai 2023

Soumis au vote de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 juin 2023  
(remplacent les statuts du 28 mai 2021)

## **Article 1<sup>er</sup> : Constitution et dénomination**

Il est fondé entre les adhérents (désignés indifféremment membres ou adhérents) aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : Association Nationale des Elus des Littoraux (ANEL).

## **Article 2 : Durée et siège social**

La durée de l'Association est illimitée. Son siège social est fixé au 22, Boulevard de la Tour-Maubourg, à Paris 7eme arrondissement.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'administration, avec information par courrier (postal ou électronique) aux adhérents.

## **Article 3 : Objet**

L'Association a pour but non lucratif de :

- Rassembler les différents niveaux des collectivités territoriales (bloc local, départements, régions) de métropole et d'Outre-mer, les parlementaires littoraux, et après agrément du Conseil d'administration, des personnes morales sous réserve que ces structures soient présidées par des élus ;
- Echanger les expériences entre les élus, les professionnels de la mer et les partenaires publics et privés autour des enjeux spécifiques de la valorisation et de la protection des territoires littoraux et des espaces maritimes ;
- Exprimer, faire-valoir, représenter les élus auprès des pouvoirs publics nationaux et européens ;
- Suivre et contribuer à l'actualité législative et réglementaire ;
- S'accompagner de spécialistes (organisations professionnelles, Associations, scientifiques, universitaires reconnus dans les domaines maritimes et littoraux ...) ;
- Nouer des relations internationales avec des collectivités et avec des élus littoraux d'autres pays pour faciliter l'activité des membres et leur permettre de confronter leurs problématiques similaires ;
- Assurer l'information et la formation des élus et collectivités sur les politiques publiques, législations, réglementations mises en œuvre par l'Etat et les collectivités publiques ;
- L'étude des problèmes particuliers qui se posent aux collectivités et aux organisations professionnelles desdites zones, leur analyse, leur suivi, leur défense, en concertation avec les partenaires publics et privés et y compris devant toute juridiction judiciaire ou administrative. Parmi les problèmes particuliers qui se posent aux collectivités et aux organisations professionnelles desdites zones, l'Association se donne pour objet l'étude, l'analyse, le suivi et la défense, auprès de toute autorité et y compris devant le juge, de la préservation de l'environnement, en ce compris l'air, la terre, les eaux, qu'elles soient intérieures ou marines ; et la lutte contre toute pollution, qu'elle soit aérienne, aquatique ou terrestre ; ainsi que la préservation de la biodiversité.

## **Article 4 : Membres de l'Association**

Les membres de l'Association se composent des :

- Adhérents : personnes physiques élues (tels que les parlementaires) ou morales (collectivités) cotisant à titre personnel ou au titre de la collectivité ;

- Membres associés : après agrément du Conseil d'administration, personnes morales, sous réserve que ces structures soient présidées par des élus et dont l'objet correspond aux champs d'intervention de l'ANEL ;
- Membres d'honneur agréés par le Conseil d'administration : présidents d'honneur, anciens élus locaux ou parlementaires ayant été membres de l'ANEL pendant au moins 5 ans ;
- Personnalités qualifiées intuitu personae agréées par le Conseil d'administration : personnalités reconnues pour leurs compétences, experts, scientifiques...

Seuls les membres à jour de cotisation disposent d'un droit de vote.

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- décès ;
- la disparition, la liquidation ou la fusion s'il s'agit d'une personne morale
- démission (personne physique) ou le retrait (personne morale) par lettre adressée au Président de l'Association ;
- exclusion prononcée par le Conseil d'administration, sanctionnant une atteinte aux présents statuts ou pour motif grave, après audition de l'intéressé ;
- pour non-paiement de la cotisation pendant 2 exercices budgétaires ;
- la fin du mandat au titre duquel on est devenu membre de l'ANEL.

## **Article 5 : Ressources et cotisations**

Les ressources de l'Association sont constituées par

- les cotisations versées par les membres qui en sont redevables ;
- les financements de l'Union européenne, l'Etat, de collectivités territoriales et d'établissements publics ;
- les recettes provenant des activités de l'Association (activités de formation, congrès...) ;
- les participations obtenues des personnes morales ou physiques intéressées par ses activités ;
- les valeurs et revenus de ses biens et valeurs ;

et plus généralement toutes autres ressources autorisées par la loi et règlements en vigueur.

Le montant annuel des adhésions individuelles des membres ou des collectivités est proposé par le Comité directeur et approuvé par l'Assemblée générale.

## **Article 6 : Exercice social**

L'exercice social correspond à l'année civile.

## **Article 7 : Budget-Comptabilité-Comptes sociaux**

Le Comité directeur arrête un budget qui est présenté à l'Assemblée générale, pour l'année N en fin d'année N-1. Il se réserve le droit de modifier le budget prévisionnel en cours d'année.

Les dépenses sont ordonnancées par le(la) Président(e) ou son(sa) trésorier(ère), et par le(la) délégué(e) général(e) par délégation écrite, dans les limites du budget arrêté (et éventuellement modifié) par le Comité directeur. L'Assemblée générale examine et approuve les comptes de l'exercice clos.



## **Article 8 : Responsabilité des membres**

Aucun des membres de l'Association n'est personnellement responsable des engagements contractés par elle. Seul le patrimoine de l'Association répond de ses engagements. En matière de gestion, la responsabilité incombe, sous réserve d'appréciation souveraine des tribunaux, aux membres du Conseil d'administration et aux membres de son Bureau.

## **Article 9 : Assemblées générales ordinaires et extraordinaires : dispositions communes**

- **Composition** : Les Assemblées générales comprennent tous les membres de l'Association à quelque titre qu'ils le soient. Seuls les membres à jour de cotisation (en année N ou N-1), ont le droit de vote.
- **Modalités et délais de convocation** : Les Assemblées générales sont convoquées par le(la) Président(e) par lettre personnelle (par voie postale ou électronique) adressée à chaque membre au moins quinze jours à l'avance.
- **Représentation et pouvoir** : En cas d'empêchement, un élu peut se faire représenter par un autre élu de sa collectivité/structure qu'il représente. Dans ce cas, ce dernier dispose du droit de vote afférent.  
En cas d'empêchement, un adhérent qui dispose du droit de vote peut donner pouvoir à 1 autre membre de l'ANEL disposant d'un droit de vote dans la limite de 1 pouvoir par personne au maximum.
- **Vote par correspondance** : si la convocation le prévoit, les membres de l'Assemblée générale ont la possibilité de voter par voie dématérialisée ou par correspondance (dans ce cas, les transmissions peuvent se faire par voie postale ou par voie de message électronique), pour des décisions inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, suivant le formulaire adressé au préalable par l'ANEL.

### **9-1 : Assemblée générale ordinaire**

L'Assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le (la) Président(e) ou à défaut par un(e) Président(e) délégué(e) et chaque fois qu'elle est convoquée par le (la) Président(e) ou sur la demande de la moitié des membres de l'Association.

L'ordre du jour est proposé par le (la) Président(e) au Bureau qui le valide.

Le commissaire aux comptes est également convoqué par lettre simple (voie postale ou électronique).

L'Assemblée générale délibère sur toutes les questions portées à l'ordre du jour par le(la) Président(e) ; elle entend le rapport d'activité, le rapport financier présenté par le trésorier et le rapport du commissaire aux comptes sur l'exercice.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

Elle adopte le budget prévisionnel N+1 présenté par le Comité directeur, sur proposition du Président et du trésorier.

Elle statue sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'Association, donne toutes autorisations au Conseil d'administration, au Comité directeur, au Président pour effectuer toute opération compatible avec l'objet de l'Association.

Elle procède à l'élection des membres du Conseil d'administration et du Président et si besoin à la révocation des administrateurs.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont prises à la majorité simple des membres présents ou

représentés.

### **9-2 : Assemblée générale extraordinaire**

Elle peut être convoquée :

- à l'initiative du Président, autorisé par le Comité directeur à la majorité absolue ;
- à la demande des deux tiers au moins des membres du Conseil d'administration en exercice ;
- si la moitié au moins, plus un des membres de l'Association, en fait la demande par écrit ;

Dans les deux derniers cas, l'Assemblée générale extraordinaire doit se tenir dans les deux mois.

L'Assemblée générale extraordinaire statue sur toutes les questions qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée générale ordinaire. Elle a compétence pour procéder à la modification des statuts, décider la dissolution de l'Association et à la dévolution de ses biens, à sa fusion avec toute autre association poursuivant un but analogue ou à sa transformation.

La proposition de modification des statuts doit être déposée au Comité directeur au moins un mois avant la date de la première convocation de l'Assemblée générale extraordinaire.

L'Assemblée générale extraordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié (1/2) au moins des membres qui la compose est présente ou représentée.

A défaut de quorum sur première convocation, l'Assemblée générale extraordinaire est à nouveau convoquée au moins quinze (15) jours après la première réunion et avec le même ordre du jour ; elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés par pouvoir.

Les délibérations de l'Assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés par pouvoir.

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou judiciaire, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

### **Article 10 : Administration de l'Association**

L'Association est administrée par un Conseil d'administration, un Comité directeur, un Bureau et un Président.

#### **10-1 : Mandat du (de la) Président(e)**

Le (la) Président(e) est élu(e) par l'Assemblée générale, pour une durée de mandat allant jusqu'aux élections municipales suivant son élection en qualité de Président de l'Association. Le terme du mandat est fixé à la date de l'Assemblée générale suivant les élections municipales, date à laquelle un nouveau Président peut être élu ou le Président en fonction renouvelé.

#### **10-2 : Mandat des administrateurs**

Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale, pour une durée de mandat allant jusqu'aux élections municipales suivant leur élection en qualité d'administrateurs de l'Association. Le terme du mandat est fixé à la date de l'Assemblée générale suivant les élections municipales, date à laquelle de nouveaux administrateurs peuvent être élus ou des administrateurs en fonction renouvelés.

Les représentants désignés par les conseils régionaux et les conseils départementaux à jour de leur cotisation disposent de droit d'une place au Conseil d'administration s'ils en font la demande.

L'élection peut avoir lieu à bulletin secret si un tiers des présents le demande.

Pour être éligibles, les membres doivent avoir fait parvenir leur candidature à l'ANEL au plus tard cinq jours avant la date de l'Assemblée générale.

### ***10-3 : Mandat du Comité directeur et du Bureau***

Le Conseil d'administration élit en son sein pour une durée de 3 ans :

- 4 président(e)s délégué(e)s au maximum, en respectant la parité homme-femme ;
- un secrétaire général ;
- un trésorier ;
- et si le Conseil d'administration le décide : un secrétaire général adjoint et un trésorier adjoint ;
- des présidents de façade littorale et de bassin ultra-marin ;
- des présidents et vice-présidents de commissions thématiques.

Le Comité directeur de l'Association est composé de tous les membres cités ci-dessus ainsi que du Président, qui lui est élu directement par l'Assemblée générale.

Le Bureau de l'Association est composé du Président élu par l'Assemblée générale, des président(e)s délégué(e)s, du secrétaire général, du trésorier, et si le Conseil d'administration les a élus, du secrétaire général adjoint et du trésorier adjoint.

### ***10-4 : Remplacement d'un élu en cours de mandat***

En cas de désistement, démission ou décès d'un administrateur entre deux renouvellements électifs (municipaux, régionaux, départementaux) il peut être remplacé par son successeur sans nouvelle élection par l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration examine et prend la décision qui fera l'objet d'une information à l'Assemblée générale suivante.

Si l'administrateur est membre du Comité Directeur ou du Bureau, le Conseil d'administration procède à une nouvelle élection pour la fonction libérée.

## **Article 11 : Composition et fonctionnement du Conseil d'administration**

### ***11-1 : Composition du Conseil d'administration***

L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de cent (100) membres au maximum, élus pour six (6) ans par l'Assemblée générale, renouvelable sans limitation de durée.

Pour être éligibles au Conseil d'Administration, les personnes physiques doivent être âgées de plus de 18 ans. Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice, ou tout autre élu dûment habilité à cet effet.

Le Conseil d'administration encourage les parlementaires à adhérer à l'ANEL et à participer à ses travaux.

Le Président et/ou le Bureau se réserve(nt) le droit d'inviter des personnalités qualifiées, et

notamment des parlementaires, pour participer aux travaux du Conseil d'administration.

Vacance : en cas de vacance, le Conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement du ou des membres. Le remplacement définitif intervient à la plus prochaine Assemblée générale.

Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

En cas d'arrivée au terme de leur mandat et, à défaut de nouvelles élections, les administrateurs, les membres du bureau et en particulier le Président restent en fonction jusqu'à l'élection suivante afin que l'Association soit toujours pourvue des organes ayant le pouvoir de la représenter, de diriger les affaires et d'agir en son nom.

Fin du mandat : les fonctions de membre du Conseil d'administration cessent par la démission, la perte de qualité de membre de l'Association, l'absence répétée aux réunions du Conseil d'administration, la révocation par Assemblée générale ordinaire ou la dissolution de l'Association.

La perte de la qualité de membre du Conseil d'administration entraîne la perte de la qualité de membre du Comité directeur ou de membre du Bureau.

N.B : En cours de mandat, l'Assemblée générale peut décider de compléter la composition du Conseil d'administration afin d'intégrer toute nouvelle personne qui souhaite s'y investir.

### **11-2 : Fonctionnement du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration se réunit toutes les fois où cela est nécessaire et au moins une fois par semestre, sur convocation du (de la) Président(e), ou, en cas d'empêchement, d'un président délégué.

Les membres du Conseil d'administration doivent être à jour de cotisation (en année N ou N-1), pour pouvoir voter.

Le Conseil d'administration doit être convoqué si la moitié plus un des membres en fait la demande.

Les convocations au Conseil d'administration sont assurées par lettre simple par voie postale ou électronique et adressées aux administrateurs au moins 8 jours avant la date fixée pour la réunion. Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion et son lieu.

Il peut se réunir en visio-conférence ou dans un lieu défini en réunion de Comité directeur. La tenue de réunions associant présence physique et visio-conférence est également possible et précisée sur l'invitation.

### **Article 12 : Pouvoirs du Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs pour agir au nom de l'Association et réaliser tous actes et opérations qui ne sont pas réservées à l'Assemblée générale ou au Comité directeur et notamment :

- Il définit la politique et les orientations générales de l'Association, proposées et mises en œuvre par le Comité directeur ;
- Il est chargé de l'administration de l'Association, de l'application des statuts, de l'adoption ou modification du règlement intérieur ainsi que de l'exécution des décisions de l'Assemblée

générale ;

- Il se prononce souverainement sur toutes les radiations des membres de l'Association ;
- Il fixe les limites d'autorisation du Président et du trésorier pour tout investissement, aliénation ou location nécessaires au fonctionnement de l'Association et qui ne relèvent pas des compétences de l'Assemblée générale ;
- Il autorise les actes et engagements autres que découlant des pouvoirs propres du Président qu'il a validés dans le règlement intérieur et peut consentir à un administrateur toute délégation de pouvoirs pour une mission déterminée.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents physiquement ou identifiables en visio-conférence. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les membres du Conseil d'administration doivent être à jour de cotisation pour pouvoir voter.

### **Article 13 : Pouvoirs du Comité directeur**

Le Comité directeur assure la bonne mise en œuvre des orientations générales et des décisions du Conseil d'administration.

Le Comité directeur, sur proposition du Président et du trésorier, arrête le budget prévisionnel N+1 qu'il présente à l'Assemblée générale et contrôle son exécution. Il arrête les comptes de l'exercice clos, qui sont soumis à l'Assemblée générale. Il désigne le commissaire aux comptes. Le Comité directeur propose le barème de cotisation, qui sera voté en Assemblée générale.

### **Article 14 : Pouvoirs du Bureau**

Le Bureau assure le fonctionnement régulier de l'ANEL et prépare ses avis dans le cadre de multiples consultations soumises à l'Association.

Le Bureau valide les ordres du jour des Assemblées générales, qui lui sont soumis par le (la) Président(e).

### **Article 15 : Gratuité du mandat**

A l'exception des fonctions du (de la) Président(e) qui pourrait être amené(e) à bénéficier d'avantages en nature pour faciliter l'exercice de ses missions, les fonctions de tous les membres du Conseil d'administration sont bénévoles. Les membres du Conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont conférées. Il peut être accordé pour une mission spécifique, le remboursement des frais engagés sur justification (transports, hébergement...), dans les cas prévus par le règlement intérieur et après accord du trésorier.

A l'exception du (de la) Président(e) dont les frais de déplacements multiples sont pris en charge par l'ANEL, les frais de déplacement des membres du Conseil d'administration sont pris en charge par les personnes morales qu'ils représentent.

### **Article 16 : Hébergement du Président**

Si le Président en fonction ne dispose pas d'un logement à Paris au titre de ses mandats électifs, l'ANEL peut prendre en charge soit des frais hôteliers soit la location d'un logement à proximité du siège social de l'Association. Dans la seconde hypothèse, le Conseil d'administration doit statuer pour autoriser la prise en charge financière par l'ANEL des frais afférents à ce logement de fonction



(location, frais annexes, charges, abonnements). Cette délibération est prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil d'administration (hors la présence du (de la) Président(e) concerné(e).

#### **Article 17 : Ressources humaines**

Le(la) Président(e) recrute et nomme le personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'Association. Le personnel est sous l'autorité hiérarchique du Président et l'autorité fonctionnelle du (de la) délégué(e) général(e).

#### **Article 18 : Commissaire aux comptes**

Le contrôle de l'Association est effectué par un commissaire aux comptes, nommé pour 6 exercices et exerçant ses missions conformément à la loi. Le commissaire aux comptes est désigné par le Conseil d'administration. La mission du commissaire aux comptes est renouvelable. Son mandat s'effectue dans les conditions et avec les effets et conséquences prévus par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

#### **Article 19 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur rédigé par le Comité directeur et approuvé par le Conseil d'administration complète les dispositions des présents statuts et précise les règles de fonctionnement de l'Association.

##### **19-1 : Modification du règlement intérieur**

Le règlement intérieur peut être modifié sur proposition du (de la) Président(e) ou du Comité directeur. Toute modification du règlement intérieur doit être validée par le Conseil d'administration. Le nouveau règlement intérieur doit être diffusé auprès de l'ensemble des membres, par voie postale ou électronique, dans un délai de trois mois à compter de la date de modification.

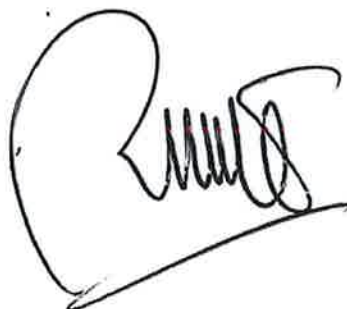
##### **19-2 : Diffusion des statuts et du règlement intérieur**

Les statuts et le règlement intérieur sont diffusés à l'ensemble des membres de l'Association à l'occasion de leur adhésion ou remis en main propre (ou transmis par voie électronique) à leur demande.

A Paris, le 14 juin 2023.



Yannick MOREAU  
Président



Robert CRAUSTE  
Secrétaire général